

La propagande anti-Russe et la préparation de la guerre contre la Russie

par Thierry Meyssan

Pendant que la propagande des États profonds convainc les opinions publiques que la Russie est mauvaise, on prépare sous nos yeux les armées à la guerre. Le chef d'état-major de l'armée de Terre française, le général Pierre Schill vient d'annoncer à l'Assemblée nationale qu'il prépare la prochaine guerre contre la Russie. Tandis que le vice-Premier ministre polonais a annoncé qu'il allait intercepter l'avion présidentiel de Vladimir Poutine. Seul contre tous ses alliés, Donald Trump tente de préserver la paix mondiale.

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 28 OCTOBRE 2025

DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO NEDERLANDS
PORTUGUÊS РУССКИЙ



La straussienne Victoria Nuland et son ami, le vice-Premier ministre polonais Radosław Sikorski.

L'affrontement entre le président Donald Trump et la coalition des États profonds britannique, états-unien, israélien et ukrainien est susceptible de s'étendre à l'extrême-orient. Au Japon Sanae Takaichi vient de former un gouvernement PLD (parti libéral-démocrate) grâce à son alliance avec le Parti de l'innovation, qui partage son point de vue belliciste.

EXTRÊME-ORIENT

Bien que le Premier ministre Takaichi soit la première femme à accéder à cette fonction, elle n'en est pas moins une thuriféraire de « l'impérialisme japonais » de l'ère Shōwa. À peine intronisée, elle a annoncé sa volonté de réécrire la *Stratégie de défense nationale* (NDS),

le *Programme de renforcement de la défense* (DBP) et la *Stratégie de sécurité nationale* (NSS). Ces textes, sont en principe mis à jour tous les dix ans, mais seront réformés avec sept ans d'avance.

Sanae Takaichi prétend qu'elle veut simplement honorer le souhait du président Trump que chaque allié des États-Unis consacre 5 % de son PIB à la Défense ; chacun a compris qu'elle veut restaurer l'armée de l'Empereur, modifier la Constitution pour mettre fin à la neutralité japonaise et attaquer la péninsule coréenne et la Chine populaire.

Pour que les choses soient bien claires, son prédécesseur et Premier ministre sortant, Shigeru Ishiba, a envoyé une offrande au sanctuaire de Yasukuni en mémoire des criminels japonais contre l'Humanité. Ishiba est le plus grand collectionneur privé de souvenirs de la Seconde Guerre mondiale. Sa maison est un temple à la gloire des criminels de guerre.

Madame Takaichi n'est certes pas allée, cette année, à la différence des précédentes, au sanctuaire de Yasukuni. Elle s'est abstenue d'un symbole trop provoquant et Shigeru Ishiba n'y est allé que très rarement. Mais elle a nommé ministres et secrétaires d'État sept hommes parmi les parlementaires corrompus par la secte Moon.

Suite à l'assassinat du Premier ministre Shinzo Abe, le 8 juillet 2022, par une victime de la secte Moon, la police a découvert qu'elle ne l'avait pas seulement corrompu lui, mais aussi des parlementaires de son propre parti, le Parti Libéral-Démocrate. Au cours des quatre années précédentes, elle leur avait versé un demi-milliard de dollars. Oui, un demi-milliard de dollars. Le plus important scandale de corruption parlementaire de l'Histoire ; un scandale qui n'est toujours pas résolu et qui n'a provoqué que trois mises en examen.

Au même moment, la veuve du révérend Moon a été arrêtée, à 82 ans, en Corée du Sud pour avoir corrompu la femme du président Yoon Suk Yeol. Certes, il ne s'agit pas là des mêmes sommes, mais le président Yoon a subitement tenté un coup d'État, le 3 décembre dernier. Ce conservateur entendait rétablir la dictature du général Chun Doo-hwan (1980-1988). Or, ce funeste régime était membre de la Ligue anticomuniste mondiale, fondée par le général chinois Tchang Kaï-chek, le révérend sud-coréen Moon, le Japonais Ryoichi Sasakawa (fondateur du parti Libéral-Démocrate)... et l'Ukrainien Iaroslav Stetsko (ancien bras droit de Stepan Bandera et Premier ministre nazi ukrainien).

Si la branche coréenne de l'État profond semble désormais hors de course, la branche japonaise a désormais le vent en poupe.

MOYEN-ORIENT

Au moyen-orient, l'État profond israélien a été reconstitué grâce à l'États-unien Elliott Abrams. En 2003, il est parvenu à composer une coalition pour porter à nouveau au pouvoir le Likoudnik Benyamin Netanyahou. Mais cette coalition comprenait des suprémacistes juifs, comme Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich. Surtout le nouveau Netanyahou était fort différent du politicien opportuniste de ses débuts. Il est soudainement devenu le continuateur de son père, Benzion Netanyahou, secrétaire particulier du fasciste Vladimir Jabotinski. Il a profondément transformé le système constitutionnel israélien en amendant ses lois fondamentales. Petit à petit, le régime démocratique se mue en un régime génocidaire sous les yeux de tous.

Elliott Abrams a débuté sa carrière politique dans les années 1970. Il était alors assistant parlementaire du sénateur démocrate Henry « Scoop » Jackson, avec les élèves du philosophe fasciste Léo Strauss, dont Richard Perle. Perle et Abrams ont ainsi conseillé le sénateur de voter l'amendement Jackson-Vanik qui permet aux juifs soviétiques de quitter leur pays et de s'installer en Israël. C'est à cette époque qu'ils se lièrent à l'Ukrainien Natan Sharansky qui fut décoré par le président Ronald Reagan, puis devint ministre israélien du général Ariel Sharon et est aujourd'hui le responsable de la propagande israélienne dans le monde occidental.

Elliott Abrams continua sa carrière en organisant avec le sioniste révisionniste Yitzhak Shamir (alors au Mossad) le génocide des Mayas au Guatemala.

Un crime en appelant un autre, il fut l'organisateur de l'alliance secrète entre l'administration Reagan, Yitzhak Shamir (devenu Premier ministre) et le président de l'assemblée d'Iran, Hachemi Rafsandjani : l'affaire Iran-Contras. Il s'agissait de faire vendre des armes israéliennes, par la République islamique, aux Contras du Nicaragua, pour vaincre les Sandinistes, sans avoir à en informer le Congrès.

Il est aujourd'hui le président de Fondation Tikvah qui gère les écoles sionistes révisionnistes aux États-Unis. À ce titre, il « était » l'employeur de Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe des quatre derniers gouvernements français.

EUROPE

Au Royaume-Uni, le gouvernement Keir Starmer est insaisissable. Bien qu'il soit travailliste, Starmer a été secrètement membre de la Commission trilatérale, ce qui semblerait indiqué qu'il est un agent du grand capital états-unien. Bien qu'il ait été un proche de Jeremy Corbyn, il fut un de ceux qui organisèrent sa chute. Sans parler de son acharnement dans la défense d'Israël sous prétexte de lutte contre l'antisémitisme. Au-delà de toutes les hypothèses avancées à son sujet, il apparaît comme un défenseur de l'impérialisme britannique.

Depuis qu'il est Premier ministre, l'armée de Sa Majesté s'est considérablement impliquée dans le génocide de Gaza. L'état-major britannique a reçu de nombreuses fois, en secret, les principaux généraux israéliens, leur donnant même l'assurance qu'ils ne risquaient pas d'être arrêtés par des magistrats sourcilleux de crimes contre l'Humanité. Il a fourni, jour après jour, une surveillance fidèle de Gaza grâce à ses avions de reconnaissance basés à Chypre.

Simultanément, le gouvernement Starmer hérite des sanctions prises par le gouvernement Sunak à l'encontre des Frères musulmans (dont le Hamas est la branche palestinienne), et particulièrement de Mahmoud al-Zahar, le chef de la Confrérie à Gaza. Il lève les sanctions contre lui, qui avaient été prises avec les États-Unis, puis les reprend le 9 avril 2025.

Enfin, il a formé des officiers israéliens pendant le massacre. Simultanément, il a pris le contrôle du Groupe de Ramstein lorsque le secrétariat à la défense états-unien a cherché à s'en débarrasser. C'est désormais le Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine où il a réussi à marginaliser la présence française et à mettre sous sa coupe la présence allemande.

On savait que le prédécesseur de Starmer, le conservateur Boris Johnson, avait convaincu le président Volodymyr Zelensky de ne pas négocier de paix avec la Russie, bien que ce soit son programme électoral initial. Mais on doit réviser l'interprétation de cet engagement en constatant que le travailliste Keir Starmer a poursuivi sa politique, exigeant de ses interlocuteurs ukrainiens toujours plus d'engagement contre la Russie.

Il faut se souvenir que Boris Johnson est un admirateur de Winston Churchill auquel il a consacré une biographie. Or Churchill considérait l'URSS non pas comme un allié contre le III^e Reich, mais comme un

ennemi en attente. Il avait prévu, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'utiliser les régiments SS vaincus et de les retourner contre les Soviétiques (*Operation Unthinkable*). Il avait demandé à son état-major de prévoir un anéantissement nucléaire des grandes villes soviétiques et n'en fut empêché que par les États-Unis. Par la suite, il récupéra presque tous les dirigeants possibles de l'Axe pour lutter contre Moscou. C'est ce que l'on appelle la « Guerre froide ». Ainsi Stepan Bandera et Iaroslav Stetsko travaillèrent pour les Alliés à Munich, au sein de la radio de la CIA, ce qu'il fit aux côtés de Saïd Ramadan, le leader de la Confrérie des Frères musulmans.

Keir Starmer est l'héritier de cette stratégie. Il ne s'agit pas pour lui de lutter contre les Slaves parce qu'ils sont d'une race inférieure (comme le pensaient les nazis), mais parce qu'ils menacent la suprématie britannique sur le continent européen (comme l'enseignait le géopolitologue Halford John Mackinder).

Il a actionné un agent britannique : le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères polonais, Radosław Sikorski. Celui-ci a annoncé que la Pologne intercepterait l'avion présidentiel de Vladimir Poutine s'il tentait de se rendre au sommet de Budapest pour rencontrer Donald Trump et conclure la paix en Ukraine. Du coup, Serguei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a téléphoné à son homologue états-unien, Marco Rubio, pour remettre à plus tard ce sommet de la paix.

Radosław Sikorski a quitté la Pologne en 1981 pour l'Angleterre. Il est devenu sujet de la Couronne et journaliste au *Spectator*, à l'*Observer* et au *Daily Telegraph*. Puis, il a migré aux États-Unis où il est devenu chef de rubrique au mensuel républicain *National Review* ; un magazine républicain historique et donc anti-Trump. Par la suite, il a fondé le Club de la presse polonais et a épousé la journaliste états-unienne Anne Applebaum, administratrice du Groupe de Bilderberg. Son épouse, républicaine comme lui, fait défection lorsque Donald Trump s'empare du Parti républicain. Elle devient conseillère de la démocrate Hillary Clinton. Du coup, Radosław Sikorski devient vice-ministre polonais de la Défense et principal relai médiatique de l'OTAN. Face au questionnement sur sa double allégeance, il abandonne la nationalité britannique, mais apparemment pas sa soumission à la Couronne.

Thierry Meyssan